

Nouveau président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, sur le campus de l'UNIL, ancien président du Parlement européen, l'Irlandais Pat Cox plaide pour des investissements productifs.

« Il faut que l'Europe puisse reflourir et non dépérir »

Nadine Richon

Il habite à Dublin mais a passé plusieurs années de sa vie comme député à Bruxelles, après avoir été professeur d'économie puis présentateur vedette des actualités télévisées dans son pays. A 62 ans, Pat Cox fait figure de sage apparemment revenu de quelques certitudes à force de jeter un regard pragmatique et sombre sur la crise surgie en 2008, qui a desserré son étreinte sur les Etats-Unis, le Canada et le Royaume-Uni, centre financier mondial, mais qui s'est installée en Europe au point de faire craindre une « déflation à la japonaise ». Avec des différences. Après avoir subi durement la crise, l'Irlande peut compter sur 4% de PIB de croissance, meilleur taux d'Europe, mais la Grèce subit depuis six ans une décroissance : « Un quart de son économie a disparu », résume Pat Cox.

« On parle de PIB nominal, c'est l'idée de la croissance, disons, à 5% avec 3% de croissance réelle et 2% de taux d'inflation. Le 5% influence le ratio d'endettement », explique le professeur. Autrement dit le niveau de dette toléré pour chaque pays. Et la tolérance envers la Grèce est plutôt forte, estime notre spécialiste. Les pays qui souffrent le plus sont ceux qui manquent à la fois de croissance et d'inflation, deux moyens par lesquels on diminue le niveau d'endettement relatif au PIB. Sans ces deux moyens, il reste à peser sur les épaules des contribuables par le biais de l'impôt.

Trouver le « chaînon manquant »

Comment sortir de ce douloureux cercle vicieux ? Pour Pat Cox, la recette est politique et elle implique davantage et non moins d'Europe. Selon lui il faut « trouver un accord sur les instruments budgétaires et fiscaux pour amortir un peu plus les chocs ». Sans ce « chaînon manquant de notre système », l'UE reste incomplète par rapport aux Etats-Unis. Dans *L'Hebdo* du 12 mars 2015, l'économiste



Pat Cox viendra régulièrement sur le campus de l'UNIL. F. Ducrest © UNIL

Thomas Piketty le formule ainsi : « Il nous faut une union fiscale et une harmonisation budgétaire. Nous avons besoin pour la zone euro d'un fonds commun d'amortissement des dettes. »

Dans sa conférence du 12 mars à l'UNIL, Pat Cox a parlé d'urgence à agir, plaidant pour que l'Allemagne se lance dans de nécessaires investissements publics « qui auraient des retombées sur la croissance du reste de la zone euro ».

Avec rigueur « mais sans rigidité », l'Europe doit parvenir selon lui à un équilibre entre

discipline et solidarité pour contrer le retour des « chauvinismes nationalistes » et redonner de l'espoir aux jeunes, car « l'investissement crée l'économie de demain ». Petit tour d'Europe en quelques mots.

L'Europe et les Etats-Unis

Contrairement aux Etats-Unis, les pays européens ont abordé séparément la Grande Dépression des années 30. Il n'y a pas en Europe de mémoire institutionnelle partagée de cette période. Chaque réponse collective est bâtie de A à Z, et en plus nous devons le faire en l'absence de certains instruments politiques.

L'Europe et la Russie

La Russie sous l'égide de M. Poutine est une Russie affaiblie par autoritarisme. Il y a là un paradoxe. Cette faiblesse n'est pas une puissance durable. Il devient difficile de vivre avec la Russie, ou même de survivre pour les voisins immédiats, par exemple les Ukrainiens.

L'Europe et la Grèce

Il faut garder la Grèce car, en cas de « Grexit », on court le risque que les marchés financiers, les créanciers et les hedge funds ne viennent chasser les plus faibles parmi ceux qui ont survécu. La famille risque non seulement de perdre un enfant mais de créer les précédents pour perdre plus d'un enfant!

L'Europe et l'Irlande

Je suis un Irlandais européen car je crois à la nécessité de partager pour ajouter à nos capacités et livrer de meilleurs résultats économiques et sociaux. C'est de la souveraineté normative et non chauviniste. Il s'agit de savoir comment exercer notre souveraineté de manière efficace. Nous l'avons fait. En partageant sa souveraineté comme petit pays, l'Irlande a ajouté à sa propre puissance. Et

puis nous sommes un pays anglophone ayant des liens historiques avec les Etats-Unis. Les entreprises américaines investissent en Irlande depuis quarante ans et cela représente le double de la somme de leurs investissements en Chine, au Brésil, en Russie et en Inde.

L'Europe et la Suisse

L'Irlande est un petit pays sur la périphérie, la Suisse un petit pays au centre de l'Europe. Je respecte les choix d'un petit pays. La majorité des Suisses exercent leur souveraineté pour rester hors de l'UE. Il faut le respecter car l'Europe est un système de valeurs. Seule compte la force des idées pour intégrer l'Europe. La force de la raison vous amène ou non

vers l'adhésion. Nous l'avons symbolisé avec une « clause de divorce » dans le Traité de Lisbonne, encore jamais utilisée, mais qui est là pour dire : « Vous êtes ici par choix. »

L'Europe et la Grande-Bretagne

Le premier colloque sous ma présidence à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe sera consacré à l'hypothèse du « Britxit », juste après les prochaines élections britanniques. Stratégiquement, économiquement, le coût d'une sortie pour les Britanniques serait très lourd. Depuis des décennies, la majorité des médias, mais aussi de nombreux élus conservateurs, sans oublier quelques travaillistes et bien sûr le parti UKIP, sont eurosceptiques. Si l'on songe aux médias britanniques, comment faire passer un message positif par des moyens qui sont déjà sceptiques? Le président Obama l'a laissé entendre : en cas de sortie, la Grande-Bretagne va diminuer son influence chez les Américains car l'Europe compte. L'intérêt des Américains est plus complexe que leur relation bilatérale avec Londres.

L'Europe et la France

Il y a beaucoup de polémiques et de drames en France autour de la politique du premier ministre Manuel Valls qui veut diminuer les dépenses publiques pendant trois ans de l'ordre de 50 milliards d'euros. Dans une mesure bien moindre que pour la Grèce, il y a une élasticité d'interprétation des règles européennes pour la France. Nous connaissons en Europe des pays du Nord et du Sud; géographiquement la France fait partie des deux côtés, et économiquement c'est la même chose. Le manque de croissance s'ajoute au problème d'ajustement de son économie, mais c'est à mon sens davantage un problème franco-français qu'euro-français. En France, on a beaucoup parlé de réformes mais on a réformé beaucoup moins qu'on a parlé.

L'Europe et la Méditerranée

Quelle complexité! Les printemps arabes ont suscité tant d'espairs, et maintenant nous avons quoi? L'hiver arabe? Le problème qui nous touche le plus est celui des vagues d'immigrants, et cela révèle la nécessité de construire une politique de voisinage avec les rives sud de la Méditerranée. Ne pas le faire

nous coûterait encore plus cher. En Tunisie, heureusement, on a vu s'exprimer une politique institutionnelle, mais il y a en Libye une crise énorme, une guerre civile en Syrie, le retour de l'autoritarisme en Egypte et cette guerre dévastatrice gérée par les forces radicales de l'islam.

L'Europe et l'islam

Je ne suis pas un croyant de cette thèse de la guerre des civilisations, mais il faut le reconnaître, les réalités actuelles nous amènent à penser que le radicalisme est enraciné non seulement à l'extérieur mais aussi à l'intérieur de l'Europe. Ses adeptes ne sont pas forcément très nombreux mais très actifs. La tuerie chez *Charlie Hebdo* nous a montré qu'une petite cellule peut créer un événement d'une énormité totale. Cette radicalisation touche des gens qui sont nés et ont été élevés en Europe, parfois ce sont des jeunes bien placés du point de vue de leur rôle sociétal, ils ont un travail, un bon salaire, on en a vu des exemples récemment en Angleterre. Cette voie radicale semble nouvelle, et cet élément inattendu reste très difficile à appréhender et à combattre.

L'Europe et la formation

Nous avons créé des fonds d'investissement pour les années 2014-2020 sans précédents jusqu'ici. Il faut garder en Europe ce que nous avons comme puissance intellectuelle, science, capital humain, capacité d'innovation. Il faut promouvoir et approfondir cette puissance pour l'avenir. Le capital humain fera la différence entre les régions dans notre monde globalisé. Le succès est à ce prix. Il ne s'agit pas de déperdition du capital public mais bien d'investissement quand on met l'accent de manière forte sur la formation et la recherche.

Pat Cox et la langue française

J'ai appris le français après mon élection au Parlement européen, où je faisais partie du groupe libéral, alors dirigé par l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing. Je voulais pouvoir peser dans les discussions de couloirs, alors j'ai dû apprendre votre langue. Mon enseignante était une excellente interprète du Parlement, originaire de Château-Chinon dans la Nièvre. Du coup, je connaissais toutes les histoires sur François Mitterrand.